le planning familial 95

APPORTE TOUT SON SOUTIEN AUX REVENDICATIONS DES LYCÉEN.NES, PROFESSIONNEL.LES DE L'ÉDUCATION ET PARENT.ES D'ÉLÈVES EN LUTTE.

En tant qu'associations de terrain, nous sommes témoins de manque de moyens des établissements scolaires :

- manque de moyens matériels
- sous-effectif des personnels soignants (infirmier.es, psychologues, AESH) et éducatifs (professeur.es, AED, CPE)
- sureffectifs dans les classes
- inégalités de moyens en fonction des territoires (sous-dotation des établissements situés en quartiers populaire ou dans les DROMS)
- barrage au droit aux études supérieures en raison du processus sélectif de Parcoursup

Aujourd'hui les établissements scolaires ne sont pas en mesure de mettre en place les programmes EVARS conformément à la loi, ni d'œuvrer pour la protection de l'enfance, en raison du :

- manque de formation des équipes éducatives sur les questions EVARS et notamment sur les violences
- manque de moyens financiers et matériels pour faire intervenir des associations spécialisées comme le Planning Familial

C'est pourquoi, en solidarité avec les élèves, nous soutenons leurs revendications à pouvoir étudier dans des conditions matérielles dignes :

- matériel en bon état
- locaux rénovés, adaptés aux nombre d'élèves et aux températures extrêmes
- toilettes salubres qui respectent leur hygiène et leur intimité
- amélioration des conditions de travail pour l'ensemble des personnels
- suppression de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extra-communautaires

Nous soutenons leurs revendications à pouvoir étudier dans des conditions favorables à leur santé mentale et physique :

- avec la présence d'infirmier.es et de psychologues à temps plein sur les établissements, la mise en place des PAI
- avec la présence d'AESH pour le suivi des élèves avec des besoins spécifiques
- la reconnaissance du travail des AED dans le suivi des élèves et de leur nécessité dans les établissements

Nous demandons l'effectivité de la loi concernant l'obligation d'enseignement du programme EVARS, et des moyens pour les professionnel-les pour sa mise en place.
Nous dénonçons fermement les violences policières et demandons l'interdiction des armes mutilantes et des techniques d'immobilisation létales lors des manifestations lycéennes.



NOUS SOMMES ET SERONS TOUJOURS DU CÔTÉ DE CELLEUX QUI DÉFENDENT L'ÉDUCATION ET LA PRÉVENTION, ET QUI DONNENT LES MOYENS POUR QUE CELA SE FASSE DANS DE BONNES CONDITIONS.